

ÉDITO

Par Francis Van de Woestyne

Il faut assainir la gestion bruxelloise

De la colère et du dégoût, plus que de la déception: comment ne pas être furieux, écoeuré, à nouveau, face aux révélations du “Vif” concernant ce qui apparaît comme une nouvelle “affaire” dans la mauvaise gestion des deniers publics bruxellois. Un fameux panier de crabes, décidément. Désolé pour ce propos sans nuance, mais ça commence à bien faire, non? De quoi s’agit-il, en deux mots? Entre 2000 et fin décembre 2017, Gial, l’ASBL créée en 1993 par la Ville de Bruxelles pour prendre en charge la gestion de son informatique, a versé quelque trois millions d’euros à son directeur du développement. Ce dernier, membre du comité de direction, n’était pourtant pas salarié de l’ASBL. Il bénéficiait d’un contrat de consultance conclu sans aucune mise en concurrence. De surcroît, nombre de factures ont été payées sans passer par une procédure de marché public.

Il faut reconnaître que ce sont les autorités qui, sentant le roussi, ont, elles-mêmes, demandé un audit. Elles tentent à présent de se justifier en affirmant que tout cela était normal.

Eh bien non. Par quel tour de passe-passe la Ville de Bruxelles a-t-elle décidé de confier la gestion d’un secteur crucial pour son fonctionnement à une ASBL? De surcroît, la mission d’un consultant ne dure pas 17 ans! Et pourquoi cette ASBL a-t-elle, par la suite, engagé et payé... le porte-parole de l’ancien bourgmestre, ce “très cher” Yvan Mayeur?

Cette affaire est pathétique. Elle confirme que, dans certaines administrations, un sentiment d’impunité domine et autorise les gestionnaires à se croire tout permis avec l’argent public. Ce faisant, les autorités bruxelloises donnent à leurs opposants les bâtons pour se faire battre. Ces affaires ont deux conséquences. La première: tous pourris. Excessif, oui. Mais sur les réseaux sociaux, dans les conversations de café, les citoyens ne font pas dans le détail et mélangent le bon grain et l’ivraie. La deuxième: ces “légèretés” donnent de beaux arguments à ceux qui, en Flandre mais aussi du côté francophone, prônent une remise à plat du fonctionnement infernal des institutions bruxelloises. On ne pourra pas toujours leur donner tort.